# Informations générales

Email de contact : helene.guegan@ille-et-vilaine.gouv.fr

Date de signature du CRTE : 17 décembre 2021

Nature juridique de la structure porteuse : Communauté de communes

Nom de la structure porteuse : Bretagne Porte de Loire Communauté

Si protocole de préfiguration : date de signature : None

# Signataires

Nature des signataires du CRTE :

* Directrice territoriale Ille-et-Vilaine de la Banque des territoires
* nom : Ille-et-Vilaine, SIREN : 35, nature : departement
* nom : CC Bretagne Porte de Loire Communauté, SIREN : 200070662, nature : CC

# Stratégie

Nature des documents stratégiques et plans-programmes préexistants :

* SCOT
* PCAET
* SDAGE
* SAGE
* PLUI
* PGRI

Liste des contrats figurant dans le CRTE :

* OPAH

Liste des programmes de l’ANCT intégrés :

* Petits villes de demain

Liste des orientations stratégiques, axes, ambitions, volets, objectifs… :

* Orientation 1: une institution connue et reconnue. Objectifs: construire un partenariat renforcé avec les acteurs institutionnels et locaux; pérenniser les ressources communautaires par la mutualisation des moyens; renforcer les relations avec les EPCI limitrophes en matière de transports et de services aux habitants; coordonner une mutualisation progressive selon les besoins pour maîtriser les coûts; améliorer la connaissance de l’offre des services communautaires auprès des habitants et des usagers; organiser une réponse transverse des équipes aux missions confiées
* Orientation 2: un cadre de vie préservé et un territoire économe. Objectifs: s’inscrire dans un référentiel de développement urbain (Pays des Vallons de Vilaine) pour préserver et valoriser les paysages et le patrimoine architectural; valoriser et renforcer les centres-bourgs en favorisant leur mutation pou éviter l’étalement urbain; développer une offre de logement adaptée facilitant les parcours résidentiels; préserver la richesse des milieux et la biodiversité en préservant les ressources en eau; concourir à l’autonomie énergétique du territoire; favoriser une gestion des déchets recyclables et valorisables en s’appuyant sur les outils de proximité
* Orientation 3: un meilleur maillage de l’offre de services au bénéfice de tous. Objectifs: anticiper les services à la population (naitre, grandir, vivre, vieillir); maintenir et développer des services de proximité gérés par les communes et BPLC dans les communes distantes du pôle structurant de Bain-de-Bretagne; Améliorer le dispositif en matière de compétence petite enfance, enfance, jeunesse et renforcer le lien entre les opérateurs; développer une politique globale d’accompagnement du tissu associatif pour maintenir la dynamique associative sportive et culturelle par le soutien aux associations d’intérêt communautaire; faciliter et optimiser l’usage des infrastructures communales partagées comme les salles de sports, les ALSH, les équipements culturels; décentraliser des actions culturelles comme les festivals en les rendant itinérants ou multi-sites
* Orientation 4: une économie diversifiée et générant plus de valeur ajoutée. Objectifs: Renforcer les partenariats et le travail en réseau avec les clubs d’entreprises et les acteurs locaux; Affirmer le positionnement stratégique des parcs d’activités économiques pour l’accueil d’entreprises provenant de l’extérieur. Développer des emplois locaux qualifiés pour fixer la population; Mobiliser l’immobilier d’activités vacant pour les activités de proximité; Maintenir les activités et commerces de proximité dans les centres-bourgs; favoriser la production et la consommation locales; pérenniser l’activité agricole sur le territoire en privilégiant les circuits courts
* Orientation 5: La mobilité pour un meilleur accès à l’emploi et aux services. Objectifs: faciliter la mobilité de tous au sein du territoire vers les pôles d’emplois et de services, et vers les territoires limitrophes; accompagner l’intermodalité et le développement des mobilités alternatives à la voiture individuelle; développer un réseau de mobilités douces entre les communes et dans les communes; renforcer la connexion et la couverture numérique du territoire; faciliter les migrations alternantes en s’appuant sur l’offre régionale et celle de la métropole rennaise pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre; s’inscrire dans la logique du plan climat air énergie territorial (PCAET) pour réduire l’empreinte carbone du territorial

Réalisation d’un diagnostic initial du territoire : NC

Mise à jour du projet de territoire avec l’élaboration du CRTE : Oui

# Plan d’action

Domaines d’action publique couverts :

* Circuits courts agricoles
* Extension urbaine maîtrisée
* Infrastructure(s) et réseaux (numérique, eau,chaleur…)
* Gestion, valorisation des déchets, réemploi
* Economie, production et consommation durable
* Commerce, artisanat de proximité
* Efficacité énergétique
* Production d’énergies renouvelables
* Mobilités douces
* Organisation des déplacements
* Culture et patrimoine
* Sport
* Usages et inclusion numériques
* Vivre ensemble, interdépendance et solidarité
* Gestion quantitative et qualitative de l’eau

Nombre de fiches action (opération prête à démarrer) : 75

Nombre de fiches projet (opération à travailler) : 39

# Gouvernance et évaluation

composition du COPIL :

* sous-préfet de Redon
* services de l’Etat
* Ademe
* Caisse des dépôts
* nom : CC Bretagne Porte de Loire Communauté, SIREN : 200070662, nature : CC

Liste des instances de partenariat mobilisées ou créées :

* Conférence des maires

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du COPIL : None

Fréquence prévisionnelle annuelle de réunion du comité technique : None

Liste des partenaires socio-économiques :

Démarches de co-construction du CRTE : None

Existence d’un volet de coopération interterritoriale (dont volet transfrontalier) : NC

## Domaines d’action publique de la coopération interterritoriale :

Définition d’indicateurs de suivi des objectifs opérationnels du CRTE : Oui

État des lieux écologique renseigné à l’aune des 13 indicateurs du socle national : NC

Recours à la grille d’analyse ex-ante des actions :

# Ingénierie et financement

Recrutement d’un chef de projet / chargé de mission dédié : Non

Recrutement d’un volontaire territorial en administration : Non

Mobilisation de l’ingénierie locale : None

Mobilisation d’une ingénierie externe :

* CEREMA

Existence d’une maquette financière annexée (ou d’un état récapitulatif des différents financements) au jour de la signature du contrat : Oui

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses de fonctionnement : -€

Montant total prévisionnel en euros des actions en dépenses d’investissement : 4.06M€

Montant total en euros des engagements financiers des collectivités locales et leurs établissements publics : -€

Montant total en euros des engagements financiers de l’Etat et de ses opérateurs Plan de relance : 1.43M€

Montant total en euros des engagements financiers de l’Etat et de ses opérateurs hors plan de relance : 876 335€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements européens : -€

Montant total prévisionnel en euros des cofinancements privés : -€

Montant en euros des engagements financiers de la Banque des territoires : - €